



Le Comité International de la Quatrième Internationale a approuvé le 3 mars 2008 les **points d'orientation généraux élaborés par le séminaire sur le changement climatique** organisé par l'IIRE du 22 au 27 février 2008.

1. Les diverses **propositions capitalistes** mises en débat dans la perspective d'un accord climatique au-delà de 2012 (« paquet climat » de la Commission Européenne pour 2013-2020, rapport Stern, proposition de loi Warner Lieberman aux USA, notamment) sont **totalemtent insuffisantes**

pour éviter une hausse de la température de surface du globe supérieure au seuil probable de dangerosité (+2°C par rapport à la période pré-industrielle).

2. Nous assistons à un **cynisme et une irresponsabilité criminels du système capitaliste** et de ses représentants politiques de toutes tendances qui, en dépit d'évidences scientifiques incontournables sur l'accélération du réchauffement et sur ses conséquences, mettent en danger l'existence, la santé, l'alimentation, les ressources en eau et l'emploi de centaines de millions d'êtres humains, causent à la biosphère des dégradations irréversibles et préfèrent recourir à des technologies dangereuses (énergie nucléaire), perverses (production massive d'agrocarburants), ou dérisoires -mais parfois lourdes de conséquences sociales- (puits de carbone) plutôt que mettre en cause la croissance du capital, la course au profit.

3. Nous voyons **l'apparition d'un mouvement mondial de lutte pour le climat**, concrétisé notamment par les manifestations de décembre 2006 et 2007 à Londres, de juin 2007 dans l'Etat espagnol (« journée du soleil ») et de novembre 2007 en Australie, ainsi que, d'une

manière générale, par l'action de la Global Climate Campaign. Cela constitue un exemple à suivre, en particulier dans le cadre des deux années de négociations censées déboucher en décembre 2009 sur un nouveau traité climatique.

4. Nous avons besoin de **l'unité d'action** la plus large à l'échelle mondiale afin de contraindre par une action de masse les gouvernements à agir au minimum conformément aux trois recommandations du GIEC (1°- les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés doivent diminuer de 25 à 40% d'ici 2020 ; 2°- les émissions globales doivent culminer dans les 10 à 15 années qui viennent ; 3°- les émissions globales doivent diminuer de 50 à 85% d'ici 2050), dans le respect des droits sociaux et démocratiques ainsi que du droit de toutes et tous à une existence humaine digne de ce nom.

5. Partant du principe de précaution, et compte tenu des marges d'incertitude des projections obtenues à l'aide des modèles scientifiques du climat, il s'impose de caler les objectifs de réduction sur la partie supérieure de la fourchette des recommandations du GIEC, afin de limiter au maximum les dégâts, malheureusement inévitables du fait que le réchauffement est déjà une réalité.

6. Il existe de très nombreux **mouvements sociaux** qui contribuent à jeter les bases d'une alternative au productivisme capitaliste (en luttant notamment contre l'exploitation pétrolière et gazière, pour le maintien des forêts tropicales, pour les droits des communautés traditionnelles, pour une agriculture organique paysanne, pour une autre politique de déchets privilégiant le recyclage, contre l'expansion débridée du transport routier, maritime et aérien, pour des transports en commun gratuits et de qualité, pour la sobriété énergétique, contre l'industrie nucléaire et d'armement, contre la flexibilité et la précarisation du travail et la croissance du travail à temps partiel, pour une utilisation rationnelle de l'eau – ainsi que l'accès libre à celle-ci comme bien public, qui ne peut pas être privatisé- contre la publicité et la surconsommation, pour un partage non-marchand des technologies et des savoirs). Nous les incitons à s'inscrire explicitement dans la lutte mondiale pour le sauvetage du climat.

7. La lutte en faveur du climat ne peut être gagnée sans participation active des exploités et des opprimés qui constituent l'immense majorité de la population, donc sans **intégrer leurs revendications et aspirations sociales légitimes, notamment en matière d'emploi et de protection sociale.**

Nous plaidons par conséquent pour qu'une attention particulière soit attachée à la participation des organisations ouvrières et paysannes, du mouvement des femmes, des communautés indigènes, des organisations populaires de défense de l'environnement, ainsi que de la jeunesse et des exclus, afin leurs revendications pèsent sur les objectifs et sur les formes d'action.

8. **Nous rejetons les recettes capitalistes** (marché des droits à polluer, taxes carbone, investissements « propres » générateurs de crédits de carbone, subsides aux entreprises, subordination de la recherche aux intérêts capitalistes, démantèlement des protections sociales et des régulations de toutes sortes...) qui, tant dans le domaine de la lutte contre le changement climatique que dans celui de l'adaptation à ses effets, impliquent inévitablement le renforcement de la domination impérialiste, de la concurrence et de la violence capitalistes ; donc de l'exploitation, de l'oppression, de la concurrence entre travailleurs, de la violation des droits et de la mainmise de la classe dominante sur tout ce qui conditionne la vie.

9. **L'énergie nucléaire**, pour de nombreuses raisons (en particulier l'absence de solution pour les déchets, le lien avec l'industrie militaire et les risques de prolifération, la faible efficacité énergétique, le bilan carbone médiocre à l'échelle d'ensemble de la filière, la centralisation extrême contraire à la décentralisation et à la récupération de la chaleur)

ne constitue pas une parade au changement climatique.

Nous dénonçons les pressions des lobbies en faveur du développement de cette industrie.

10. Le changement climatique pose **une menace nouvelle et accrue de guerres** découlant des rivalités interimpérialistes et intercapitalistes pour le contrôle des ressources, notamment

des ressources énergétiques fossiles, ainsi que pour la défense de la rente et des autres privilèges y afférant.

11. Nous dénonçons la montée dans certains milieux bourgeois d'une idéologie néo-malthusienne de gestion capitaliste barbare et guerrière de la crise climatique, au détriment des peuples les plus pauvres, des pauvres en général, du monde du travail, des victimes des catastrophes, des candidats à l'émigration, et des femmes en particulier.

12. Nous rejetons également toute tentative d'imputer le changement climatique à la croissance démographique, en particulier celle des pays en développement. Nous rappelons le lien incontestable entre développement et transition démographique et réaffirmons avec force le droit des femmes de décider d'avoir ou non des enfants, droit qui implique que les femmes aient librement accès aux techniques de contrôle des naissances ainsi qu'à l'avortement.

13. Les pays développés doivent **répondre positivement à l'offre généreuse et responsable du président équatorien Rafael Correia** qui, pour protéger la biodiversité et contribuer à stabiliser la concentration atmosphérique en gaz carbonique, propose de ne pas exploiter un important gisement de pétrole situé dans la forêt tropicale, en échange d'une compensation partielle du manque à gagner pour son pays. Dans ce contexte, nous devons également souligner que les pays industrialisés du Nord doivent assumer leur responsabilité historique pour les catastrophes qui frappent les pays du Sud à cause du changement climatique.

14. Face à la logique capitaliste aggravée par les politiques néolibérales, **nous défendons la nécessité d'un plan mondial combinant une révolution énergétique**

(utilisation économe des ressources, hausse de l'efficacité énergétique, abandon des sources énergétiques fossiles au profit des énergies renouvelables – géothermie et solaire sous ses différentes formes-, décentralisation, refonte radicale du système de transports des biens et des personnes,...)

et la réalisation des mesures d'adaptation et de reconversion indispensables, indépendamment des coûts et des profits, dans la perspective d'un droit égal de tous les humains à consommer et à émettre du carbone, dans les limites biologiques et physiques de la biosphère.

15. La réalisation **d'un tel plan nécessite la rupture avec la logique de la croissance, de la mondialisation et de la consommation capitalistes**

(suppression de branches d'activités inutiles ou nuisibles telles que l'armement et la publicité, démantèlement du complexe industriel basé sur l'usage des combustibles fossiles avec reconversion des travailleurs et réduction radicale du temps de travail, relocalisation partielle de la production et de la consommation agricoles), la revalorisation du secteur public, la propriété collective des ressources énergétiques, une très ample redistribution des richesses entre pays et entre classes (annulation de la dette du Sud, ponction forte sur les profits du secteur énergétique, prélèvement sur les patrimoines,...) ainsi qu'une implication des masses par des pratiques démocratiques de contrôle.

16. **La gauche, y compris la Quatrième Internationale, est gravement en retard sur la question du climat.**

Par conséquent, nous nous engageons à suivre régulièrement le dossier du climat et de la politique climatique à travers Inprecor et IVP ; pressons les sections d'intégrer cette matière dans leur propagande et leur activité, de participer aux mobilisations, de contribuer partout où c'est possible à la construction d'une mobilisation mondiale pour le climat, ainsi que de faire converger les mouvements sociaux vers cette mobilisation. Nous organiserons un nouveau séminaire sur le changement climatique en février 2010.

Quatrième Internationale: résolution sur le changement climatique

Écrit par IVE Internationale

Dimanche, 16 Mars 2008 15:30 - Mis à jour Dimanche, 16 Mars 2008 23:51

17. La crise énergétique/climatique rend encore plus nécessaire une redéfinition très profonde du projet socialiste dans le sens d'un projet global de type écosocialiste (intégrant à la fois la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement déterminés, et la gestion précautionneuse de la biosphère). La formation du réseau écosocialiste international constitue un pas en avant important.

18. Le prochain congrès mondial de l'Internationale examinera un projet de résolution sur la lutte contre le changement climatique, les alternatives programmatiques et leurs implications pour le projet socialiste.